

WALI DE ANNABA :

«2017 sera l'année de l'eau»

«Au titre de directeur de l'exécutif, je suis chargé d'exécuter le programme et la politique de l'Etat. Je vous demande de m'accompagner à faire de Annaba une ville propre et sécurisée». Cette phrase du wali, Youcef Cherfa, est une manière de répondre au trop plein de «choukeries» (remerciements) qui lui ont été distribuées par certains élus zélés de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) lors de sa dernière session ordinaire tenue cette fin de semaine.

Pourquoi toutes ces «choukeries» à l'adresse du wali ? Certes, depuis son arrivée, ce dernier avait boosté les nombreux projets initiés par ses prédécesseurs, mais ce n'est pas une raison de multiplier les louanges, et sortir de l'ordre du jour arrêté pour cette session, par de longues interventions au gré des intérêts de l'intervenant, sans aucun bénéfice pour le citoyen. Il n'en demeure pas moins que quelques élus ont travaillé sur le terrain.

D'autres ont été contraints de visiter les communes pour cerner les préoccupations des citoyens. Ce faisant, ils ont réussi à replacer la session dans son contexte en relation avec le budget primitif pour l'année 2017 qu'ils ont adopté et le dossier urbanisme qu'ils ont débattu.

A son avènement à la tête de l'exécutif, le wali Youcef Cherfa a pris à bras-le-corps les nombreux projets socio-économiques en cours de réalisation ou à réaliser dans les différentes communes. Celui des nouveaux pôles urbains de Draâ Errich, Kalitoussa, Boukhadra III et Aïn Djebara en sont des exemples. «L'année 2016 a été celle du logement, celle 2017 sera celle de l'eau , a lancé le wali,

révéland à l'occasion la distribution durant l'année 2017 de plus de 7 000 logements au profit de la commune chef-lieu de la wilaya. Il a également fait état de l'accueil dans les prochains mois de quelque 1 000 stagiaires dans le nouveau centre de formation administrative qui ouvrira ses portes incessamment. Il a aussi annoncé la réalisation d'un CHU, un hôpital de cardiologie pour enfants, deuxième du genre en Algérie après celui de Staouéli (Alger), la mise en place d'un réseau fiable d'éclairage public des routes reliant le chef-lieu de wilaya à l'aéroport Rabah-Bitat, à Berrahal et à Seraïdi, la réalisation d'un hôtel propriété de la wilaya pour l'accueil des délégations officielles et invités ainsi que celle d'un centre commercial pour la grande distribution à réaliser aux abords de la RN 44 sur le terrain d'implantation d'un ancien bidonville rasé.

Achèvement des voies routières de contournement comme celle reliant Sidi Brahimi à la cité

Seybouse, prise en charge du suivi et de la maintenance des décharges comme celles de Berka Zerga et Chétaïbi et remise en état des forages de captage d'eau potable figurent au programme du wali. Il s'agissait beaucoup plus d'une synthèse empirique des projets anciennement enregistrés pour être matérialisés après avoir été élaborée par des experts, bureaux d'études et autres spécialistes dans différents secteurs.

Comme ceux chargés du pôle urbain de Draâ Errich. Ce projet grandiose étalé sur plusieurs centaines d'hectares a connu des avancées notables. Aux 3 000

logements déjà prêts pour être attribués, viendront s'ajouter les réseaux d'assainissement, de distribution d'eau potable, d'éclairage public. Rachid Bouguedah, directeur général de l'EPIC chargée de ce nouveau pôle urbain, a réussi à décrocher tout récemment le visa y afférent. Et pas que, puisque pour lancer rapidement les travaux de tous ces réseaux, il a également obtenu une enveloppe financière de 3 milliards de dinars.

Au titre des projets retenus, il y a l'extension du Cours de la Révolution. L'idée émane d'un cabinet d'études local qui, à l'appui, a présenté une maquette pré-

voyant un prolongement de ce mythique Cours vers le lycée Pierre-et-Marie-Curie en passant par l'actuel tribunal correctionnel pour atteindre la caserne, l'école primaire et l'ex-Faculté de droit. Le tout faisant face à l'hôtel Sheraton jusqu'au pont des suppliciés.

A hauteur du tribunal et juste en face du grand arbre de caoutchouc qui sera préservé, un grand jet d'eau sera réalisé et fera fonction de rond-point. Pour bien asseoir ce projet, il a été fait appel à des experts allemands. La délégation germanique sera l'hôte de Annaba dans les prochains jours.

A. Bouacha

INTRODUCTION DE PRODUITS PYROTECHNIQUES

Les douanes renforcent le contrôle

A l'approche des fêtes du Mouloud Ennabaoui Echarif et de fin d'année, des mesures ont été prises par la Direction régionale des douanes de Annaba pour le renforcement du dispositif de contrôle aux frontières afin de contrecarrer toutes manœuvres frauduleuses visant à introduire des produits pyrotechniques.

Ainsi, selon cette direction, des instructions fermes ont été données aux différents services des douanes exerçant au niveau du port d'Annaba et des postes frontaliers rattachés aux Inspections des douanes des wilayas de Souk Ahras et d'El Tarf à l'effet d'accentuer la vigilance et de

renforcer les opérations de contrôle et de vérifications minutieuses des conteneurs et des marchandises importées pendant cette période.

Ces mesures qui font suite aux fermes instructions et orientations du directeur général des Douanes, visent à déjouer les tentatives d'intro-

duction de marchandises prohibées à titre absolu sur le territoire national, indique la même source. Aussi, les services de contrôle ont été dotés de moyens modernes à l'instar des brigades canines et des scanners.

Il y a également la multiplication des actions de coordination avec les autres corps de sécurité notamment la police aux frontières pour serrer l'étau sur les fraudeurs et mettre en échec leurs tentatives nuisibles à la santé du citoyen en préservant son intégralité physique ainsi que la sauvegarde de l'économie nationale.

A. B.

AÏN-DEFLA

606 agents administratifs des APC en formation

D'importants investissements ont été consentis dans la construction des sièges des APC et dans les équipements modernes mais des investissements qui n'ont très souvent pas amélioré la qualité des services ou, du moins, les résultats des rendements attendus n'ont pas été à la hauteur des exigences du développement en général, et celui du fonctionnement des rouages de l'administration des communes. A contrario, il s'est développé une bureaucratie qui est devenue un frein dans le fonctionnement de la cellule de base de l'Etat, l'APC, mais aussi un frein pour la dynamique du développement de la commune.

Les analyses ont démontré qu'investir dans les bâtisses ne suffit pas pour promouvoir le développement, mais que c'est l'agent administratif, bien formé, qualifié et bien intégré dans un système cohérent qui est le moteur incontournable du bon fonctionnement de l'administration comme outil de développement.

Bien au contraire, des agents sous-formés, sous-qualifiés, des responsabilités confiées à des incompé-

tences criardes ont généré une disqualification du service administratif aux yeux du citoyen.

Pour preuve, toutes ces erreurs dans les documents au niveau de l'Etat civil qui se répercutent sur l'instance judiciaire chargée des corrections, les retards dans le lancement des projets induisant des surcoûts et des réévaluations à la hausse, des carrières de personnels mal-gérées, des dépassements dans les

dépenses, des déperditions dans l'exploitation du patrimoine communal et la liste des freins à tous les niveaux est longue. C'est ce qui sans aucun doute a motivé le ministère de l'Intérieur à entreprendre une formation cyclique spécialisée de tous les corps des agents administratifs.

Dans ce cadre, le DAL, M. Hachemi Mokhtar vient de dévoiler lors d'un point de presse accordé aux représentants locaux de la presse nationale, un vaste plan de formation qui touche 606 agents administratifs des 36 communes de la wilaya de Aïn-Defla.

Ces formations ont débuté au niveau des Centres de formation professionnelle de Khemis-Miliana pour la région Est et à Rouina pour la région Ouest.

Les 606 agents sont constitués en 42 groupes dans 14 profils de l'agent de l'état civil au chargé du Bureau des marchés publics en passant par l'archiviste, le comptable, le

gestionnaire des ressources humaines, le magasinier pour ne citer que ces profils.

On fait savoir que les cours théoriques et pratiques seront assurés par les directeurs de l'exécutif, chacun dans le domaine qui le concerne, y compris le trésorier de Wilaya et le contrôleur financier accusés souvent par certains, de constituer un frein pour justement couvrir leurs incompétences.

Cette formation vient en complément dans l'attention particulière que porte le ministère de l'Intérieur aux agents des communes et des 36 communes et des 14 daïras qui relèvent de son département et ce, par la mise sur pied d'un centre médico-social pour assurer le suivi de leur santé physique, morale et psychologique et celle de leurs ayants droit. Ce centre médico-social est devenu opérationnel récemment et est situé au cœur de la Cité administrative à Aïn-Defla.

Karim O.

DJENDEL

L'homme découvert noyé dans le Cheliff avait été assassiné

Dimanche dernier, des passants avaient remarqué la tête d'un homme qui émergeait des flots de l'oued Cheliff qui passe à proximité du quartier Dardara, situé à l'est de la ville de Djendel.

Alertés, les plongeurs de la Protection civile sont intervenus sur les lieux et ont repêché le cadavre d'un homme.

Après le constat d'usage et le relevé des indices par les services de la police de la Sûreté de daïra, le cadavre est vite identifié comme étant un homme de 38 ans demeurant à Djendel, un certain B. Brahimi.

Selon des sources policières, les premières constatations faites sur les lieux de la découverte du cadavre,

appuyées par les conclusions des services de médecine légale ont révélé que l'homme n'était pas mort de noyade, mais de blessures à l'arme blanche ayant entraîné la mort, tout comme l'examen prouve que la mort remontait à la nuit de samedi à dimanche.

Les investigations entamées immédiatement par les éléments de la police judiciaire ont vite fait d'identifier et le cadavre et les personnes connues du défunt, qui étaient pré-

sentes au moment et sur le lieu du crime.

Toujours selon des sources policières, dans la nuit de samedi à dimanche, une dispute a éclaté entre le défunt et 3 des ses compagnons, des habitués à se retrouver en bordure de l'oued Cheliff, au sud du quartier Dardara. L'altercation entre l'un des «amis» du défunt est montée d'un cran et a tourné à l'empoignade. L'un des belligérants s'est emparé d'une grosse pierre et lui a asséné un coup sur la tête, le blessant mortellement.

Le meurtre accompli, son auteur le plonge dans les eaux de l'oued tout proche.

Les trois individus impliqués ont été déferés au parquet de Khemis Miliana mardi dernier.

Après avoir été entendu par le procureur de la République, puis par le juge d'instruction, l'auteur du crime a été placé en détention provisoire.

Il est âgé de 26 ans, demeurant à Djendel, accusé de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort, deux autres individus, l'un âgé de 26 ans et l'autre un mineur de 16 ans, ces derniers pour non-assistance à personne en danger de mort et pour non-dénonciation de crime sont arrêtés et mis en prison.

K. O.

SOUK AHRAS

Saisie de 10 500 boîtes de tabac à chiquer

Pas moins de 10 500 boîtes de tabac à chiquer frelaté ont été saisies, récemment, par la brigade de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Souk-Ahras, a-t-on appris de la cellule de communication de ce corps constitué.

Cette prise, la plus importante depuis le début de l'année, a été réalisée lors d'un contrôle de routine d'un gros camion, au niveau d'un barrage fixe dans les faubourgs de la ville de Souk-Ahras. Le flair des policiers a déjoué le plan du contre-facteur qui voulait inonder le marché local d'un tel poison. Le mis en cause, âgé de trente ans, interpellé par les éléments de la police judiciaire a été présenté jeudi dernier devant le procureur de la République près le parquet de Souk-Ahras, les griefs retenus contre lui sont la contrefaçon et la non-facturation.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des activités de répression de la contrefaçon et la protection de l'économie nationale et la santé du citoyen ainsi que la lutte contre les produits contrefaits, a-t-on souligné.

Barour Yacine